

Les défis de la classe ouvrière, avec l'élection de Bolsonaro

Le candidat d'extrême droite, Jair Bolsonaro, a remporté les élections présidentielles au Brésil, avec 55% des voix au deuxième tour le 28 octobre dernier. Voici un message du PSTU, la section brésilienne de la LIT, à cette occasion.



L'élection de Jair Bolsonaro à la présidence de la République au deuxième tour des élections est sans aucun doute une victoire de l'extrême droite dans notre pays, avec toutes les conséquences que l'on peut attendre de ce fait.

Une grande partie des travailleurs de notre pays ont voté pour Bolsonaro, et ce n'est qu'ainsi qu'il a remporté les élections. Ces travailleurs n'ont toutefois pas voté pour lui parce qu'ils étaient d'accord avec les idées du sous-lieutenant réformé. Ils ont voté pour sanctionner le PT. Le PT est issu de notre classe, mais il s'est allié aux banquiers et aux grands patrons pour remporter les élections et pour gouverner. Il a tourné le dos aux travailleurs. Il s'est engagé à défendre les intérêts des banques et des grandes entreprises. Il s'est assimilé aux partis traditionnels de la bourgeoisie, il est devenu un de plus parmi eux.

Et voilà le résultat : le pays n'a pas changé, la vie des travailleurs et des

pauvres est de plus en plus insupportable et le PT a sombré dans la boue de la corruption qui a toujours marqué la politique de notre pays. C'est contre cet état des choses, contre ce système représenté par le PT, le PSDB, le MDB et d'autres partis du même genre que ces travailleurs ont voté. C'est par le vide laissé par la trahison et la déception du PT que Jair Bolsonaro a réussi à se faire remarquer et à remporter le vote d'une partie des travailleurs.

Comme nous l'avons déjà dit avant le second tour, nous pensons que le PT mérite la répudiation des travailleurs, pour ce qu'il a fait au pays et à notre classe. Cependant, nous pensons aussi que c'était une erreur de voter à Bolsonaro pour sanctionner le PT. Bolsonaro n'est pas contre le système représenté par le PT, le PSDB, le MDB. Il en fait partie, il en est, à vrai dire, la pire partie. En plus d'attaquer nos droits, comme le ferait le gouvernement de n'importe lequel de

ces partis, il veut, en outre, nous priver de notre liberté d'organisation, de lutte et de manifestation. Il veut empêcher notre classe de lutter pour défendre nos droits. Il menace notre pays avec une dictature.

C'est pourquoi nous avons dit, également avant le second tour, que nous serions dans l'opposition contre n'importe lequel des deux gouvernements qui sort des urnes le 28 octobre. Nous réaffirmons ici ce choix. Et nous réaffirmons également que notre classe doit être préparée à la lutte pour la défense de ses droits et de ses intérêts.

Nous savons qu'une partie importante de la classe ouvrière ne croit pas que Bolsonaro s'attaquera aux libertés démocratiques de notre pays. Mais regardez ce qui s'est déjà passé ces derniers jours : des secteurs du pouvoir judiciaire et de la police sont intervenus pour imposer une sorte de censure aux universités ; au Ceará, un jeune a été assassiné lors d'une parade du PT ; à Bahia, le maître

de capoeira Moa do Katendê a connu le même sort à la fin du premier tour.

En ce qui concerne nos droits, aujourd'hui, le jour même de l'élection, le candidat à vice-président de Bolsonaro a répété haut et fort ce que promettait Paulo Guedes, le gourou financier du président élu : son engagement à réaliser la réforme de la sécurité sociale au premier semestre de 2019. Ce n'est pas de ce gouvernement que viendront des mesures pour garantir les droits des travailleurs, pas plus que des mesures visant à garantir des emplois et des salaires décents pour près de la moitié de la classe ouvrière qui en est dépourvue.

Ce n'est pas de ce gouvernement que viendront des mesures pour mettre fin à toutes les formes de discrimination, de violence et d'humiliation dont sont victimes tous les pauvres qui vivent dans la périphérie des grands centres urbains. Au contraire, l'engagement du président élu, d'assurer une augmentation des profits des banques et des grandes entreprises, ne peut être réalisé qu'avec la souffrance croissante du peuple brésilien.

Toutefois, tous les travailleurs - qu'ils soient d'accord ou non avec les opinions exprimées ici concernant ce que sera le gouvernement de Bolsonaro, et quel que soit le candidat pour lequel chacun a choisi de voter - valorisent leurs droits et souhaitent les conserver. Nous savons que les pauvres de la périphérie - quel que soit le candidat pour lequel chacun a voté - veulent mettre fin au martyre que leur impose le système dans lequel nous vivons, le capitalisme.

Et voilà la question la plus importante que le PSTU souhaite aborder avec toutes et tous dans ce message : même ceux qui ne sont pas d'accord avec notre opinion sur ce que sera le gouvernement Bolsonaro ne peuvent donner un chèque en blanc à aucun gouvernement. Nous devons être prêts à défendre nos droits et nos intérêts menacés.

Le résultat des élections n'enlève pas à notre classe la condition de combattant. Notre classe n'est pas vaincue. Elle peut faire face à toute atteinte à ses droits et

elle peut vaincre, pourvu qu'elle soit unie et organisée pour le combat.

Un front uni pour unir ceux d'en bas afin de défendre nos droits

Nous voulons faire un appel à tous les travailleurs, les pauvres qui vivent dans la périphérie des grands centres urbains, les organisations syndicales, les mouvements populaires - indépendamment du candidat pour lequel chacun a voté, indépendamment de l'opinion politique ou la préférence partisane de chacun - à nous unir pour la défense des droits et des intérêts de notre classe.

Il est nécessaire d'organiser les travailleurs dans un front uni pour défendre la retraite, l'emploi et un salaire décent pour tous, la santé, le logement et l'éducation pour toute la population ; un front uni pour mettre fin à la discrimination, la violence et les humiliations imposées aux personnes vivant dans la périphérie des grands centres urbains ; un front uni pour défendre nos libertés démocratiques, pour garantir notre droit d'organisation, d'expression et de combat ; un front uni pour empêcher le gouvernement de donner le feu vert pour continuer à tuer et à attaquer les gens, comme c'est déjà le cas.

Un front uni qui rassemble la population et constitue des comités de lutte dans toutes les communautés, afin d'organiser des réunions et des assemblées sur les lieux de travail et dans les syndicats, des assemblées plénières d'entités et de militants dans chaque région et dans chaque ville.

Dans ce contexte, les centrales syndicales ont une énorme responsabilité. Ils doivent tirer les leçons de l'erreur d'avoir boycotté la grève générale de juin dernier. Ils doivent prendre les devants dans ce processus et organiser un plan d'action national unifié qui puisse unir et mettre en lutte toute la classe ouvrière et les pauvres de ce pays, si un droit quelconque de notre classe est menacé par le gouvernement actuel ou par celui qui entrera en fonction en janvier.

C'est dans la lutte et dans la rue que les travailleurs et les pauvres peuvent

empêcher toute atteinte à leurs droits. De même, c'est dans la lutte et dans la rue que nous pouvons empêcher tout recul dans nos droits démocratiques.

Construire une alternative politique de notre classe

D'autre part, le PSTU estime que c'est dans cette lutte - à organiser et à mener pour défendre nos droits - que nous devons prendre des mesures concrètes pour organiser une alternative politique pour le pays, une alternative pour mettre fin à ce système en place, le capitalisme, et pour construire une société socialiste. Une société dans laquelle disparaissent l'inégalité et l'injustice, dans laquelle tout le monde a un travail et une vie décente. Une société dans laquelle toutes les richesses sont réparties entre ceux qui travaillent et où cessent toutes les formes de discrimination, d'oppression et de violence.

Et nous devons apprendre de la trahison et des erreurs du PT. L'alternative que nous devons construire ne sera pas faite à l'image de ce parti, mais contre lui, car il fait partie du système en place. Nous avons besoin d'une organisation politique de notre classe, contre tous les patrons, une organisation qui soit un instrument de lutte pour les travailleurs et des pauvres. Ce n'est qu'alors que nous ferons la révolution dont le pays a besoin pour disposer d'un gouvernement de notre classe, des ouvriers et des pauvres, un gouvernement qui fonctionne moyennant des conseils populaires, qui modifie notre pays et la vie de notre peuple.

C'est la raison d'être de notre parti. Et c'est à ce combat que nous appelons tous les combattants du pays à s'intégrer.

Comme le dit la samba de Mangueira du prochain carnaval, nous voulons « *un pays qui n'est pas celui qui fait bonne figure* », nous voulons un Brésil sans inégalité sociale, sans préjugés ni exploitation. « *C'est dans la lutte que l'on se voit.* »

Direction nationale du PSTU
28.10.2018

« C'est dans la lutte que l'on se voit. »



Ligue Communiste des Travailleurs

Section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com - www.facebook.com/LigueCommunisteDesTravailleurs

Ne jetez pas ce tract sur la voie publique, passez-le plutôt à un camarade. - Ed. resp. : J. Talpe, rue de l'Elan, 73 - 1170 Bxl